

# Le roman de l'été

LES 180 JOURS D'EMMANUEL MACRON



— Hervé, le coup de Ciotti nous donne l'opportunité de renaître, il faut s'affirmer comme étant la seule alternative à cette droite dure.

— Jean-Christophe, on n'en a pas les moyens. Bertrand va prendre la tête de la droite sociale, on ne peut pas lutter... Il faut se positionner avec lui, devenir des partenaires incontournables, on n'a pas d'autre solution. En fait, Macron et Philippe n'ont pas besoin de nous et si on ne trouve pas le bon créneau, nous n'aurons plus qu'à numérotter nos abattis...

Lagarde hoche la tête, il sait que Morin voit juste... L'explosion de la droite risque de les anéantir.

Sale temps pour la voie du milieu... Que le centre était beau sous Giscard, que l'UDF — qu'il convient à toute force de reconstituer — était belle au temps des "deux Français sur trois"...

## Vendredi 9 février

Porte de la Chapelle, Paris

Les policiers prennent position. Les campements sauvages à proximité du centre d'accueil ont été évacués des dizaines de fois mais, comme une vague sans fin, ils reviennent.

Les forces de l'ordre ne sont pas seules, des médecins des hôpitaux publics et de l'Institut d'épidémiologie sont là.

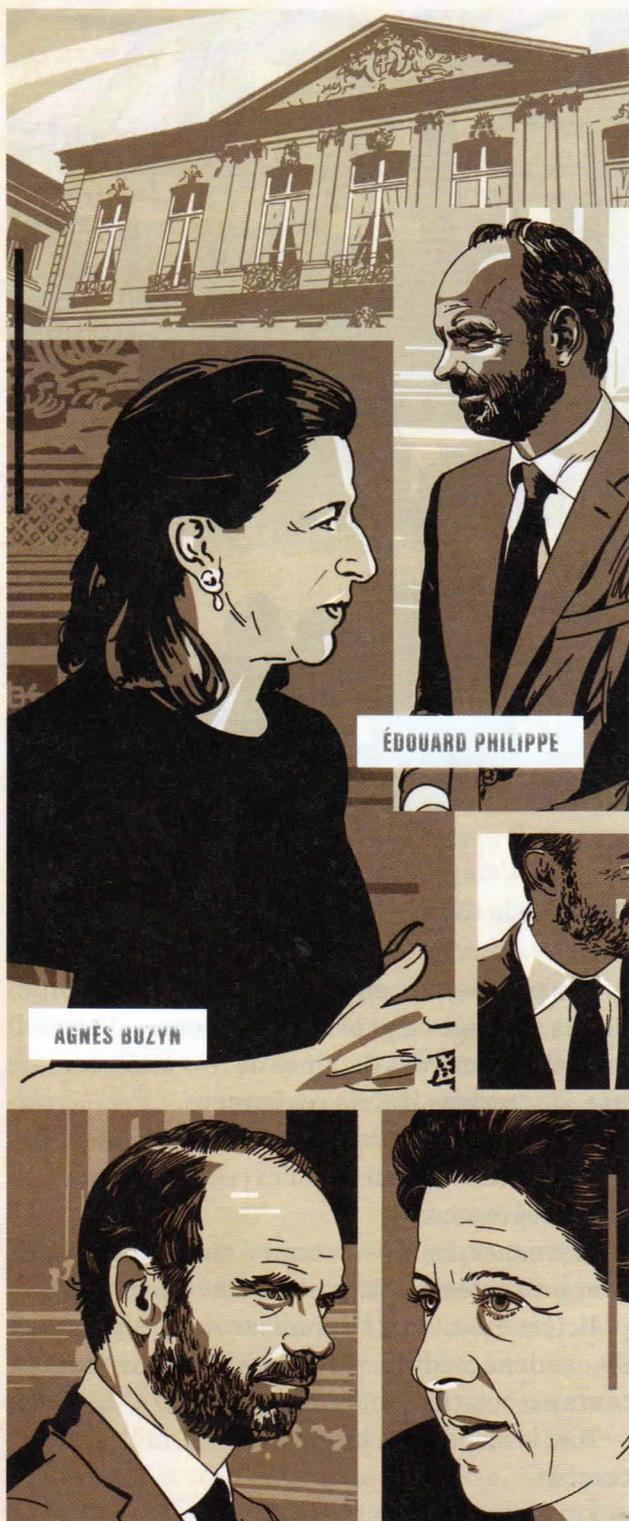
Prévenues, les associations d'aide aux migrants sont présentes. La situation se tend très vite. Les policiers essaient de canaliser les réfugiés vers les camions médicaux, certains résistent, les militants associatifs font barrage :

— Tout le monde hait la police. Police, milice, même combat...

— Laissez-nous faire notre travail!

# Le roman de l'été

LES 180 JOURS D'EMMANUEL MACRON



Une jeune femme se jette sur un policier qui tente de relever une femme à terre :

— Assassins!

À l'écart, le représentant du ministère de la Santé s'éponge le front, malgré le froid vif. Il sent bien que la situation échappe de plus en plus à tout contrôle.

## Matignon, bureau du Premier ministre

La ministre de la Santé, Agnès Buzyn, a du mal à cacher son agacement. Édouard Philippe reste stoïque, comme toujours. Le directeur de la veille sanitaire a dressé un tableau très sombre de la situation. L'état de santé des migrants qui campent porte de la Chapelle est affolant. La gale se répand, et d'autres maladies, comme la tuberculose, que l'on croyait définitivement éradiquées gagnent les populations alentour.

— On se dirige vers une quarantaine, la situation est grave. Je crains un épisode viral...

L'homme a parlé d'un ton froid de professionnel. À ses côtés, Denis Safran, grand pont de la médecine et conseiller auprès du préfet de police, renchérit :

— Il faut agir vite... On a des gens du quartier qui se sont présentés à l'hôpital, porteurs de germes extrêmement virulents.

Édouard Philippe acquiesce. La situation des migrants n'a cessé d'empirer, Calais est redevenu une jungle surpeuplée, la situation se durcit de plus en plus.

— On ne maîtrise plus rien, j'ai des rapports du ministère de l'Intérieur qui parlent d'agressions de plus en plus violentes entre les migrants et la population. Si, en plus, les rumeurs et les réseaux sociaux commencent à évoquer les épidémies, on est très mal. La consigne est au silence le plus absolu. Il faut essayer de juguler le problème en faisant le moins de bruit possible. Sinon, la rumeur va nous submerger. Avec les autres problèmes que connaît le

# Le roman de l'été

LES 180 JOURS D'EMMANUEL MACRON

pays, celui-ci deviendra totalement ingouvernable. Il n'est pas question que l'on en arrive là.

## Mardi 13 février

Hameau de Chastang, Dordogne

La voiture de gendarmerie s'immobilise à l'entrée du hameau. Depuis que du mouvement a été signalé sur ce groupe d'habitations, les pandores ont mené leur enquête. Le hameau a bien été acheté à la Mairie voisine, par une association nommée "Jeunes pour la survie de la campagne", montée quelques jours avant la vente. La Mairie était trop heureuse de se débarrasser de ces bâtiments fatigués, de ces fermes abandonnées qui n'intéressaient personne. Mais des signalements sont arrivés à l'oreille des gendarmes, les gens qui ont investi le hameau sont bizarres, ils se montrent agressifs avec les promeneurs.

Arrivée à l'entrée, la voiture bleu marine s'arrête. Le panneau qui signale le hameau a été arraché, à la place on trouve une inscription en écriture arabe. Le brigadier Demorand descend, il fait signe à son adjoint, le gendarme Gomez, de le suivre. Un homme surgit devant eux. Il est grand, roux, la barbe fournie, une doudoune passée par-dessus une djellaba.

— Bonjour messieurs, que puis-je faire pour vous ?

Les gendarmes se regardent, un peu surpris.

— Nous avons reçu des signalements de gens agressifs sur le hameau.

— Notre communauté est pacifiste, mais certains de nos frères sont parfois un peu trop exaltés... Ça n'arrivera plus.

Le brigadier tique.

— Communauté? On peut savoir ce qui se passe ici?

— Vous avez une commission rogatoire? Vous menez une enquête?

L'homme sait de quoi il parle. Un imbécile nourri de séries télé aurait parlé de mandat, ne sachant pas qu'en droit français le mandat de perquisition n'existe pas. Le brigadier se montre de plus en plus méfiant.

— Non, mais détruire un panneau de signalisation est puni par la loi, or le panneau à l'entrée du hameau a été remplacé.

— C'est une erreur, on va la réparer...

— D'accord. Vous avez vos papiers d'identité?

Avec un grand sourire, l'homme s'exécute. Le gendarme Gomez se dirige vers la voiture, il va passer l'identité au fichier.

— Vous vous appelez Gérard Laurent, c'est ça?

— Je préfère répondre au nom d'Abdel Malik el-Sarram, c'est mon vrai nom aujourd'hui.

Le gendarme revient, fait un signe à son supérieur, tout est OK. Le brigadier a envie de pousser son interrogatoire plus avant, mais déjà l'homme a tourné les talons.

— Bonne journée, messieurs.

Dans la voiture, le brigadier s'interroge à haute voix.

— Je trouve ça étonnant. Le fichier dit RAS, mais je vais quand même prévenir la hiérarchie et donner un petit signalement à la DGSJ...

Le gendarme au volant pense que son chef voit des djihadistes partout. C'est vrai qu'en ce moment, avec tout ce qui se passe...

Quelques heures plus tard,  
au siège de la DGSJ Toulouse.

Le commissaire en charge du secteur passe la tête dans le bureau de son adjointe. →